

TR Comprendre
la révolution
néolibérale

MILTON FRIEDMAN

PRIORITÉ AU LAISSER-FAIRE

- ① Principe
- L'inflation est d'abord un phénomène monétaire.
 - Le marché régule mieux l'économie que les pouvoirs publics.
 - Le chômage est en partie incompressible pour des raisons structurelles.
 - Les ménages agissent en anticipant sur leurs revenus à long terme.

La politique économique libérale

Les propositions de politique économique inspirées par le libéralisme économique s'expliquent par le rôle que joue l'État dans le domaine économique. Déjà au XVIII^e siècle, les économistes libéraux dénoncent l'État et les réglementations des échanges qu'il a instaurées. Contre la doctrine du mercantilisme, qui justifie le protectionnisme, les libéraux affirment, comme Vincent de Gournay (1712-1759), « laissez passer les choses, laissez faire les hommes ».

Devant l'impuissance des politiques économiques à vaincre la crise et face aux excès et aux limites de l'intervention économique et sociale de l'État (crise de l'État-providence, par exemple), certains économistes et hommes politiques ont plaidé dans les années 80 pour un retour au libéralisme économique. On a ainsi appelé « **économie de l'offre** » l'ensemble des analyses présentées durant cette période qui démontraient la nécessité de réduire le poids de l'État dans la vie économique afin de libérer les initiatives individuelles (l'offre des

entrepreneurs, l'offre de travail des individus). L'économie de l'offre n'est donc ni une véritable doctrine ni une théorie, mais un programme de politique économique dont les principaux aspects sont la diminution des impôts directs affectant les personnes et les entreprises, la diminution des dépenses publiques d'interventions économiques et sociales et l'élimination des réglementations inefficaces qui brouillent les messages du marché. Plus profondément, c'est toute la politique économique conjoncturelle qui est dénoncée par les économistes de l'offre. Un exemple d'analyse appartenant à ce courant de pensée est donné par la « **courbe de Laffer** ». Cette courbe a pour but de montrer l'inefficacité d'une trop lourde imposition des individus. Si, en effet, les impôts sont trop importants (taux d'imposition élevés), les individus vont préférer diminuer leur travail plutôt que de travailler pour les impôts. Ainsi, un niveau trop élevé d'impôt conduit à une activité économique moins importante, et donc à une diminution des recettes fiscales pour l'État, d'autant que cette situation encourage fraude, travail au noir et évasion fiscale. La fiscalité est donc de moins en moins efficace (« trop d'impôt tue l'impôt ») et Laffer montre qu'un même niveau de recettes peut être atteint avec des taux d'impôt beaucoup moins importants. En effet, l'encouragement au travail, à l'effort et à l'initiative que constitue la

baisse des impôts doit provoquer une relance de l'activité. Celle-ci conduira à son tour, à une hausse des impôts (les rentrées fiscales comme la TVA, les impôts sur le revenu augmentent avec le PIB) qui compensera les effets de la baisse initiale du taux d'imposition.

Cette analyse est directement à l'origine de la politique du président américain Ronald Reagan menée au début des années 80 aux États-Unis (forte baisse des impôts). Cependant, celle-ci correspond davantage à la politique traditionnelle (inspirée par Keynes) de relance de l'activité par le déficit budgétaire.

Les politiques d'inspiration libérale (privatisation d'entreprises publiques, déréglementation) ont été aussi appliquées au Royaume-Uni par Margaret Thatcher (1979-1991) et en France, notamment en 1986-1988.

② FRIEDMAN,
le théoricien.

③ Appliqué
par le hom.
pl. REAGAN

Dans le ring de la pensée économique du XX^e siècle, c'est le puncheur. Le juif de Brooklyn, bourgeois à l'Université de Chicago, commence comme grouillot aux services statistiques des bureaux du New Deal et du plan Marshall. Administration, dépenses publiques, plan de relance : c'est tout ce que déteste le futur Prix Nobel d'économie. En 1946, Keynes meurt, Friedman décroche son doctorat et commence à détricoter l'œuvre de son aîné. Il fonde avec Friedrich von Hayek la société du Mont-Pèlerin, un club d'économistes iconoclastes qui se mettent en tête de réhabiliter le laisser-faire des grands classiques. Une pensée économique jetée aux oubliettes par les marxistes, mais aussi par les technocrates qui mettent en musique les États providence de l'après-guerre.

Friedman, lui, se méfie des crânes d'œuf et sape les fondements de leur pensée unique. Tout le modèle keynésien est passé à la moulinette.

Le lien entre la hausse du revenu et la consommation ? Certes, mais les ménages prennent surtout leurs décisions d'achat en fonction de leurs « revenus permanents », ceux qu'ils anticipent sur le long terme. Le lien entre la hausse des prix et la baisse du chômage ? En 1967, lors d'une conférence célèbre, il démolit cette « courbe de Phillips », incontournable élément de la vulgate néo-keynésienne. Le chômage est involontaire et doit être combattu par une politique conjoncturelle ? Peut-être, mais il est surtout « naturel » tant que l'administration persiste à vouloir réguler le marché du travail.

Admiré par Richard Nixon, adulé par Ronald Reagan, Margaret Thatcher et Augusto Pinochet, le néolibéral libertaire qui prône la légalisation de la drogue devient un icône. Prix Nobel en 1976, il a son show à la télévision et ses chroniques dans *Newsweek*. Avec l'inflation qui démolit les économies occidentales et les préjugés keynésiens, son monétarisme triomphe. A l'occasion de

ses 90 ans, en 2002, la Réserve fédérale des États-Unis fera officiellement acte de contrition pour son attitude... lors de la crise de 1929. Alors que Keynes avait analysé le krach comme la résultante de déséquilibres macroéconomiques durables, Friedman n'y voyait que la conséquence d'une décision stupide des ronds-de-cuir de la banque centrale. Aujourd'hui l'inflation est contenue un peu partout. Et l'anti-Keynes est mort le 16 novembre 2006.

P.-H. M.



MARGARET THATCHER (née en 1925)



Issue d'une famille de petits commerçants britanniques, elle étudie la chimie puis le droit fiscal. Elle est élue député conservateur en 1959 et occupe le ministère de l'Éducation de 1970 à 1973. Elle dirige le Parti conservateur de 1975 à 1990. En 1979, elle devient Premier ministre et le reste durant onze ans. Elle mène une politique économique libérale (privatisations). Sa politique sociale s'attaque à la puissance syndicale (la grève d'un an des mineurs en 1984-1985 échoue) et à l'État-Providence. Elle justifie également son surnom de « dame de fer » durant la guerre des Malouines contre l'Argentine en 1982 et dans ses relations toujours tendues avec ses partenaires européens. Elle est anoblie par la reine en 1990, après sa démission.

TR
LA
REVOLUTION
DU
NEOLIBERALISME

1 Margaret Thatcher et la révolution néolibérale

En dix-sept mois, ce gouvernement a jeté les bases du redressement. Nous avons fait les premiers changements importants en matière de droit syndical en supprimant les pires abus de l'embauche, en limitant l'usage des piquets de grève sur les lieux de travail et en encourageant les votes à bulletin secret. Keith Joseph, David Howell, John Nott et Norman Fowler¹ ont commencé à casser le monopole du secteur nationalisé. Grâce à eux British Aerospace sera bientôt ouvert à l'investissement privé. Le monopole de la Poste et des Télécommunications britanniques est diminué. Les obstacles à la production d'électricité privée destinée à la vente ont été levés. Mais tout cela ne nous servira à rien, si nous n'atteignons pas notre premier objectif économique, celui de la défaite de l'inflation. L'inflation détruit les nations et les sociétés aussi sûrement que les armées d'invasion. L'inflation est la mère du chômage. Sans une économie saine, nous ne pouvons pas avoir une société saine. Sans une société saine, l'économie ne restera pas longtemps en bonne santé... Mais ce n'est pas l'État qui crée une société saine. Quand l'État devient trop puissant, les gens sentent qu'ils comptent de moins en moins. L'État draine la société, et pas seulement ses richesses, mais aussi son initiative, son énergie, sa volonté de progresser et d'innover, ainsi que de préserver ce qui est le mieux. Notre objectif est de faire sentir aux gens qu'ils comptent de plus en plus.

Discours de Margaret Thatcher devant le congrès du Parti conservateur, 10 octobre 1980.

1. Respectivement secrétaires d'État à l'Industrie, à l'Énergie, au Commerce et aux Transports dans le gouvernement formé par Margaret Thatcher en mai 1979.

3
L'analyse
de l'
historien
français
Pierre
ROSANVALLON

Selon l'historien Pierre Rosanvallon, l'État-providence entre en crise à partir des années 1970, pour des raisons idéologiques (l'État est suspecté de mal gérer les problèmes sociaux), philosophiques (l'État-providence fonctionne comme une machine à indemniser, c'est un « État-providence compensateur ») et pour des raisons économiques exposées ci-dessous.

« L'État-providence est malade. Le diagnostic est simple : les dépenses sanitaires et sociales croissent beaucoup plus vite que les recettes. D'où un lancinant problème de financement posé depuis vingt ans dans tous les pays industrialisés. Seule solution pour boucher les "trous" : augmenter les prélèvements obligatoires. Tous les experts ont maintenant l'œil rivé sur les taux des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) par rapport au produit intérieur brut (PIB). Il était, en France, de 35 % en 1970 (...) avant de franchir en 1990 la barre des 45 % (...) »

Reagan, Ronald (1911- 2004)



Comédien d'origine modeste Ronald Reagan lutte, après la guerre, contre l'influence communiste à Hollywood. Gouverneur républicain de Californie de 1967 à 1975, il est élu président des États-Unis en 1980. Soucieux de restaurer l'image des États-Unis, il relance les dépenses militaires. Sur le plan intérieur Ronald Reagan s'efforce de diminuer le rôle de l'État dans l'économie et supprime de nombreux programmes d'aide fédérale. Élu en 1984, il signe en 1987 avec l'URSS et Mikhaïl Gorbatchev le premier traité de réduction des armements stratégiques. Ronald Reagan est parfois considéré comme le principal artisan de l'effondrement du communisme, sa politique de réarmement ayant entraîné l'URSS dans d'importantes dépenses militaires que le pays ne pouvait plus supporter. Son bilan économique est plus contrasté : sous sa présidence, le chômage diminué aux États-Unis, mais la pauvreté augmenté et le déficit budgétaire n'a que faiblement diminué.

2

« J'ai l'intention de demander un allègement général de 10 % du taux d'imposition des revenus des particuliers pour les trois prochaines années. Nous proposerons également de permettre aux entreprises d'amortir plus rapidement leurs dépenses d'investissement, afin de dégager les capitaux qui leur permettront de créer de nouveaux emplois. (...) Quand nous mesurons combien ces [vingt] années d'inflation, de baisse de la productivité, d'expansion effrénée des activités du gouvernement ont cruellement touché nos vies, nous savons qu'il faut agir, et agir maintenant. »

Ronald Reagan, discours à la Nation sur l'état de l'économie, Maison Blanche, 5 février 1980

« Mon tout premier objectif a été d'améliorer les performances de l'économie en réduisant le rôle du gouvernement fédéral dans toutes ses multiples dimensions. Ceci implique que je m'engage à réduire les dépenses et les recettes fédérales par rapport au produit national brut. Ceci signifie que je m'engage à réduire progressivement la taille du déficit fédéral. (...) »

Les initiatives qui suivent trouvent leur source dans le simple bon sens, dans le but de rendre le gouvernement plus efficace et plus attentif aux désirs des citoyens :

- il faut laisser à l'initiative privée toutes les fonctions que des individus peuvent remplir à titre privé; (...)
- il faut réserver l'action du gouvernement fédéral aux fonctions nécessaires que seul le gouvernement peut assumer. »

Economic Report of the President of the United States, février 1980

Résumé
des mesures

LA RÉACTION LIBÉRALE (1980-1992) :

« AMERICA IS BACK »

A. « La "reaganomie" : un *New Deal* à l'envers ? » (Christian Stoffaës)

1. Une volonté de rupture avec le keynésianisme

- Le keynésianisme a échoué pour trois raisons : il a voulu relancer la demande par la hausse des dépenses publiques, freiner l'inflation par l'augmentation de la pression fiscale et a accru le rôle de l'État et découragé le travail, l'épargne et l'investissement.
- Une approche nouvelle, l'économie de l'offre : le keynésianisme surestime l'effet multiplicateur des dépenses publiques, car la hausse de la pression fiscale conduit les individus à réduire leur offre de travail et à préférer la consommation à l'épargne.
- Le retour en force du monétarisme : l'État doit contrôler l'évolution de la masse monétaire pour imposer aux agents économiques une adaptation de leurs comportements.

2. La *New Era* : « Si vous le voulez, vous le pouvez » (R. Reagan)

- Une volonté révolutionnaire de rupture avec le passé (Roosevelt, Kennedy) : le programme Reagan constitue une contre-révolution économique renouant avec les valeurs traditionnelles de l'Amérique (travail, épargne, investissement).
- Reagan le « grand communicateur » : ancien gouverneur de Californie (1966-74), il est, en 1980, en phase avec l'opinion publique en affirmant : « l'État ne résout pas les problèmes, il est le problème ».
- La révolution conservatrice repose sur une déréglementation et une réforme fiscale, mais aussi sur un programme de réarmement (IDS*) et de réduction des transferts sociaux.

3. Un libéralisme qui n'est pas exempt de contradiction ou d'excès

- Une contradiction majeure : l'association d'une politique monétaire restrictive et d'un déficit budgétaire record lié à la récession de 1981-82, aux dépenses militaires et à caractère incompressible de certaines dépenses sociales (Medicaid, Medicare).
- Un programme accusé d'être insensible aux problèmes sociaux : la réduction de certaines dépenses publiques pénaliserait les plus pauvres (*food stamps*) et augmenterait les inégalités régionales.
- La confirmation de l'égoïsme américain : la politique de taux d'intérêt élevés contraindrait les Européens à relever les leurs, plonge les pays en voie de développement dans la crise de la dette (Mexique, 1982) et fait subir à l'économie mondiale une opération de déflation de grande ampleur.

Quel ?

B. Le refus du déclin : un rebond du *leadership* américain

1. La plus longue phase d'expansion des États-Unis (1983-90)

- **L'expansion dans la stabilité** : les États-Unis rentrent dans une phase de croissance rapide avec une inflation jugulée (4%), une modération des salaires et une forte création d'emplois (14 millions entre 1983 et 1988).
- **Un rajeunissement de l'appareil productif** : l'importance des taux d'intérêt réels permet l'élimination des « canards boiteux » ; les entreprises investissent massivement grâce à la baisse de la fiscalité sur les bénéfices réinvestis.
- **Une reprise qui fléchit sous G. Bush** : à partir de 1988, l'économie connaît une croissance molle et entre en récession de la mi-1990 à 1991 : chômage à 8% et marasme de l'immobilier.

2. Les failles du libéralisme ou les limites du renouveau

- **Une explosion du déficit budgétaire et de la dette publique** : la simultanéité d'une baisse des impôts et de la politique de réarmement provoque le creusement du déficit budgétaire (5% du PIB en 1992) et l'alourdissement de la dette publique.
- **L'essor d'une « économie casino »** : les allègements fiscaux et les raiders (*junk bond*) stimulent artificiellement la Bourse et provoquent le **Krach d'octobre 1987**.
- **Une aggravation des contrastes sociaux** : la pauvreté touche 14% de la population en 1992 et progresse chez les Blancs (précarisation de l'emploi) ; la violence urbaine réapparaît (New York 1991, Los Angeles 1992), et l'administration est incapable de maîtriser le fléau de la drogue et la dégradation du système d'enseignement.

3. L'armement au cœur de la reprise reaganienne

- **Une reprise militaro-keynésienne** : le budget du Pentagone passe de 314 milliards en 1986 à 402 milliards en 1988 (7% du PNB) et traduit une volonté de stimuler la demande.
- **Une reprise partielle** : l'effort de réarmement ne concerne que les secteurs de pointe tandis que la guerre du Viêt-Nam avait stimulé les industries traditionnelles.

- **La disparition de « L'Empire du mal »** : l'effort militaire massif du premier mandat de Reagan a contraint l'URSS (engluée en Afghanistan et dans des difficultés internes) à une fuite en avant dans une course aux armements qu'elle était incapable d'assumer économiquement.

Après le traumatisme du Viêt-Nam qui avait conduit l'Amérique à douter d'elle-même, le reaganisme contribue à lui rendre sa fierté. Mais les succès économiques n'excluent pas la persistance d'un malaise social qui explique le succès électoral de Bill Clinton.

IDS : Initiative de défense stratégique. Elle conduit à une augmentation des dépenses militaires : 5% du PNB en 1977, 7% en 1986 ; 24% du budget en 1983 !

(4) *Non le renouveau*

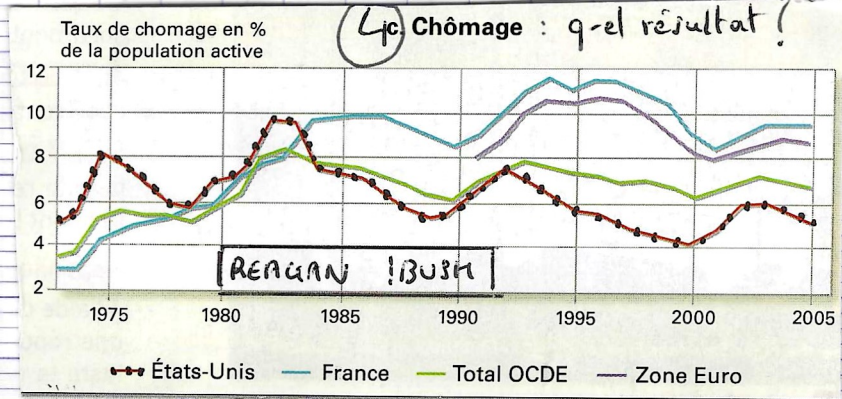
PART DES 10% LES PLUS RICHES DANS LE REVENU (PRIMAIRE)
TOTAL DES MÉNAGES : ÉTATS-UNIS, 1920-2008

Quel bilan?

1. Baisse du chômage

2. Prélèvements sociaux stabilisés

les Européens à relever les leurs, plonge les pays en voie de développement dans la crise de la dette (Mexique, 1982) et fait subir à l'économie mondiale une opération de déflation de grande ampleur.



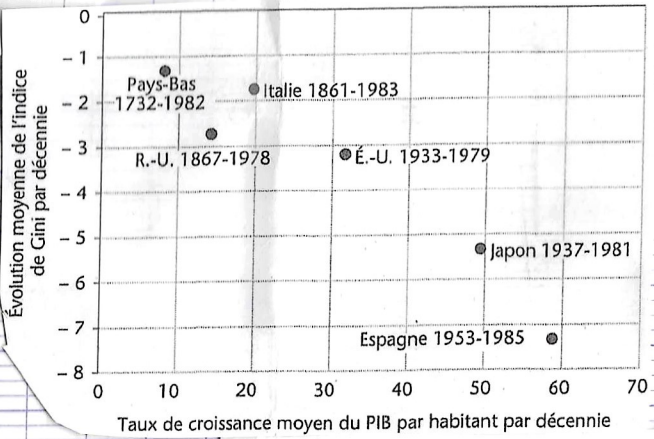
Document 5.7 : Les prélèvements obligatoires dans six pays OCDE, 1970-1992 (en % du PIB)

	FRANCE	ITALIE	JAPON	ALLEMAGNE	GRANDE-BRETAGNE	ÉTATS-UNIS
1970	35,6	24,2	19,7	32,9	37,1	29,2
1975	37,4	25,1	20,9	35,7	35,4	29,0
1980	42,5	30,0	25,5	38,0	35,3	29,5
1985	45,6	34,7	28,0	37,8	38,1	29,2
1992	44,0	43,0	30,0	41,0	35,0	29,5

1. Allemagne de l'Ouest sauf en 1992.

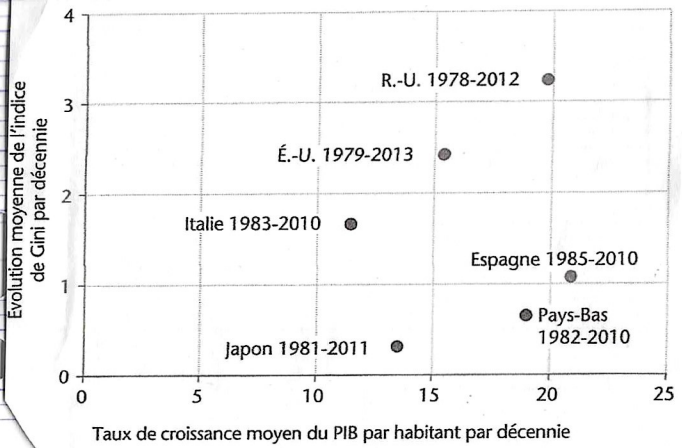
persistance d'un malaise social qui explique le succès électoral de Bill Clinton.

IDS : Initiative de défense stratégique. Elle conduit à une augmentation des dépenses militaires : 5 % PNB en 1977, 7 % en 1986 ; 24 % du budget en 1983 !



4) Mais le renouveau des inégalités.

PART DES 10% LES PLUS RICHES DANS LE REVENU (PRIMAIRE)
TOTAL DES MÉNAGES : ÉTATS-UNIS, 1920-2008



Source: Branko MILANOVIC, Inégalité mondiale, 2016

Source: François Bourdieu GONN, La mondialisation de l'inégalité, 2012